



PRÉFÈTE DE L'ALLIER



Direction départementale des territoires
Service Aménagement et Urbanisme Durable des Territoires

Yzeure, le

- 4 JUIN 2020

Affaire suivie par : CELLIER Gilles
Tél : 04 70 08 31 67
gilles.cellier@allier.gouv.fr

La Directrice départementale des territoires
à
Madame la Préfète de l'Allier
Préfecture/MIC
CS 31649
03016 MOULINS Cedex
S/c de Madame la Secrétaire Générale

Objet : Projet de construction d'une centrale photovoltaïque au sol – Commune de Montvicq
Note relative à l'intégration de l'enquête publique dans la procédure d'autorisation
PJ : Demande de permis de construire n° 003 189 19 M0002

En application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les éléments relatifs aux textes qui régissent l'enquête publique concernant l'implantation d'un parc photovoltaïque, ainsi que la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure des autorisations d'urbanisme.

Cette note devra figurer dans le dossier d'enquête publique.

La société CPV KERNAUD a déposé le 03/01/2019 une demande de permis de construire n°003 189 19 M0002 concernant l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, située au lieu-dit Les Buttes Rouges sur la commune de Montvicq (03 170).

1. Nécessité d'une enquête publique

Ce dossier est soumis à enquête publique en application des dispositions de l'article R. 123-1 du code de l'environnement qui précise dans son paragraphe I que « font l'objet d'une enquête publique les projets de travaux d'installation, d'ouvrages, d'aménagements soumis de façon systématique à la réalisation d'une étude d'impact ».

Dans le cas présent, la demande de permis de construire prévoyant une puissance envisagée d'environ 2,78 MWc, l'enquête publique est nécessaire.

2. Intégration de l'enquête publique dans la procédure

Cette enquête publique s'insère dans la procédure des permis de construire de la manière suivante :

➤ En application de l'article R. 423-20 du code de l'urbanisme, le délai d'instruction partira de la réception par l'autorité compétente du rapport du commissaire enquêteur. Les autorisations étant délivrées au nom de l'État, le point de départ sera donc la réception du rapport par la Préfecture.

➤ En application de l'article R. 423-32 du code de l'urbanisme, le délai d'instruction est de deux mois à compter de la réception par l'autorité compétente (Préfet) du rapport du commissaire enquêteur.

L'article R. 423-57 du code de l'urbanisme précise en outre :

➤ d'une part que le commissaire enquêteur doit rendre son avis dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête ;

➤ d'autre part, que dans un délai de huit jours, l'autorité compétente (Préfet) informe le demandeur de la date de réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur (ceci afin de l'informer de la date effective du délai d'instruction).

L'expiration du délai d'instruction ne pourra donc être connue qu'après remise du rapport du commissaire enquêteur.

3. Avis des services

En application de l'article R. 123-8-4° du code de l'environnement, les avis des services dont la consultation est obligatoire sont joints au dossier de permis de construire pour vous permettre de lancer l'enquête publique.

Pour ce type de dossier (présence d'une étude d'impact), seuls les avis de l'Autorité Environnementale, des collectivités territoriales et de leurs groupements intéressés par le projet doivent obligatoirement être joints aux dossiers d'enquête publique. Toutefois, afin d'assurer la meilleure information du public, l'ensemble des avis recueillis est transmis à l'appui des dossiers d'enquête publique. De plus, en l'espèce, l'Autorité environnementale et l'EPCI n'ont émis aucun avis dans le délai de deux mois à compter de leur saisine.

4. Décision

Enfin, conformément à l'article R. 424-2 d) du code de l'urbanisme, l'absence de réponse à l'issue du délai d'instruction vaut décision implicite de rejet de la demande.

Le pétitionnaire ne pourra donc pas se prévaloir d'un permis de construire tacite si aucune décision ne lui a été transmise à l'expiration du délai d'instruction.

Anne RIZAND

Directrice Départementale
des Territoires

